

Pour diffusion le 6 avril à 9 h 30

Communiqué de presse

Enquête de la FPPE-CSQ et du SPGP-CSQ

Le quart des professionnelles et professionnels de l'éducation songent à quitter leur emploi

Rivière-du-Loup, le 6 avril 2021. – « Les conditions de travail des professionnelles et professionnels de l'éducation œuvrant dans les écoles de la région du Grand-Portage sont à ce point difficiles que le quart d'entre eux songent à quitter leur emploi. »

Tel est l'un des faits saillants qui ressort d'une enquête menée par la Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) et le Syndicat des professionnelles et professionnels des commissions scolaires du Grand-Portage (SPGP-CSQ) auprès de leurs membres des centres de services scolaires du Fleuve-et-des-Lacs ainsi que de Kamouraska–Rivière-du-Loup.

Le président de la FPPE-CSQ, Jacques Landry, et la présidente du SPGP-CSQ, Johanne Gingras, ont dévoilé ce matin, en conférence de presse, un portrait préoccupant de l'état des conditions de travail et de pratique des professionnelles et professionnels de l'éducation du Grand-Portage. Parmi celles et ceux qui songent à quitter leur emploi pour une autre raison que la retraite, 60 % souhaiteraient occuper un emploi différent tout en demeurant dans le secteur public.

La principale raison invoquée par celles et ceux qui souhaitent quitter leur emploi est le manque de reconnaissance pour 44 % d'entre eux.

Des données préoccupantes

La présidente du SPGP-CSQ, Johanne Gingras, ajoute que toutes les professionnelles et tous les professionnels interrogés déplorent de ne pas pouvoir intervenir auprès de tous les élèves ayant des besoins ni même agir dans un contexte de prévention.

Ainsi, 100 % des répondantes et répondants soutiennent que seuls les élèves qui présentent les problèmes les plus urgents ont accès aux services, alors que 73 % disent ne pas avoir le temps de faire d'intervention préventive ni le nombre de suivis qu'ils jugent requis. D'autres données qui sont, elles aussi, préoccupantes : 50 % des répondantes et répondants jugent qu'il n'y a pas

suffisamment de ressources pendant que 41 % considèrent avoir un trop grand nombre d'écoles à couvrir.

Une situation qui pèse lourd

« Les gens sont épuisés, et nos directions continuent de gérer les ressources humaines comme si on était encore à l'époque où l'on comptait plusieurs personnes pour un poste disponible. Aujourd'hui, on peine à trouver une personne pour combler un poste. Sans compter que la pénurie de personnel vient empirer les conditions de travail des employés qui restent. Une telle situation est désespérante et pèse lourd sur l'ensemble des professionnelles et professionnels », termine Johanne Gingras.

Une situation semblable partout au Québec

Pour sa part, le président de la FPPE-CSQ soutient que la situation difficile vécue dans la région du Grand-Portage est semblable à celle vécue par le personnel professionnel partout à travers le Québec. « Notre sondage, qui a reçu plus de 3 000 réponses, indique qu'un pourcentage élevé de nos membres songe à quitter son emploi, pourcentage qui varie entre 23,5 % et 51,2 % selon les corps d'emploi. Les raisons invoquées, par ordre d'importance, sont la lourdeur du travail (63 %), le manque de reconnaissance (49 %) et le salaire (41 %). C'est dire à quel point la situation est sérieuse », de commenter Jacques Landry.

À noter que, parmi ceux qui envisagent de quitter leur emploi, la moitié d'entre eux souhaiteraient aller occuper un emploi semblable au privé où ils bénéficieraient de meilleurs salaires et conditions de travail.

Des faits saillants qui interpellent

Parmi les autres faits saillants ressortant du sondage mené auprès de l'ensemble des membres de la FPPE-CSQ au Québec, notons les suivants :

- 78 % des répondants affirment que seuls les élèves ayant un problème jugé urgent ont accès à un service;
- 73 % ont identifié une impossibilité de faire le nombre de suivis qu'ils considèrent requis;
- 66 % mentionnent l'impossibilité de faire des interventions préventives;
- 56 % ont identifié le manque de ressources dans leur corps d'emploi comme première raison de la surcharge de travail.

Une négociation importante

En terminant, Jacques Landry presse le gouvernement du Québec de profiter de la négociation en cours pour discuter sérieusement avec les porte-parole de la FPPE-CSQ afin d'identifier des mesures concrètes, notamment pour régler les problèmes urgents de manque de ressources professionnelles. « Actuellement, les discussions, aux tables de négociation, piétinent. Le gouvernement ne propose rien de concret pour améliorer la situation actuelle, qui ne cesse de se détériorer », conclut le président de la FPPE-CSQ.

Profil de la FPPE-CSQ

La Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) représente 19 syndicats regroupant 10 000 membres répartis dans la quasi-totalité des commissions scolaires du Québec, francophones, anglophones, Crie et Kativik. Elle compte parmi ses membres différentes catégories de personnel dans les secteurs administratif, pédagogique et dans les services directs aux élèves (entre autres, psychologues, psychoéducatrices et psychoéducateurs, orthophonistes, conseillères et conseillers d'orientation, orthopédagogues, etc.).

Renseignements

Claude Girard
Conseiller en communication
Cell. : 514 237-4432
Courriel : girard.claude@lacsq.org